SEPTIEME PARTIE

**LE CONSULAT, L'EMPIRE, LA PREMIERE
RESTAURATION ET LES CENT JOURS
(1800-1815)**

Chapitre XXXVIII

LE CONSULAT (1800-1804)

Après le 18 brumaire fut établie, par la Constitution dite de l'an VIII, une nouvelle organisation politique, administrative et judiciaire de la France ; cette organisation prit le nom de Consulat.

De nature centralisatrice, cette forme d'institution est devenue, dans ses parties essentielles, celle de notre France contemporaine et moderne. Ajoutons que cette époque du Consulat fut l'une des plus fécondes pour le pays. Elle précéda l'avènement de l'Empire premier ; avec elle s'ouvre le XIX^e siècle.

**LE RETOUR À LA PAIX RELIGIEUSE
LE RÉTABLISSEMENT DU CULTE CATHOLIQUE**

L'un des premiers soins de Bonaparte, premier consul, et de son gouvernement fut de rétablir la paix religieuse en France, paix que les années de la Révolution avaient gravement troublée.

Ce ne fut qu'après de longues et laborieuses négociations avec le Saint-Siège que fut signé le Concordat du 15 juillet 1801, publié le 18 avril 1802, qui rendait effectif le rétablissement officiel du culte catholique, qui était celui de la majorité des Français, et qui consacrait enfin la pacification religieuse.

À la suite de cet accord, l'Eglise de France fit l'objet d'une profonde réorganisation. Un certain nombre d'anciens évêchés, existant avant 1790, furent supprimés, dont celui de Toulon ; quant au diocèse de Fréjus, qui engloba désormais tout le Var, il ne sera rétabli officiellement qu'en 1817 (concordat du 11 juin négocié par le duc de Blacas d'Aups avec le pape Pie VII). Le siège de Fréjus ne sera d'ailleurs occupé qu'en 1823 bien que son titulaire, Mgr de Richery, eût été déjà nommé à ce poste le 17 août 1817.

Jusqu'à cette date, par conséquent pendant tout le Consulat, l'Empire et une partie de la Restauration, La Seyne dépendra, au point de vue religieux, du diocèse d'Aix-en-Provence qui englobait ainsi les deux départements des Bouches-du-Rhône et du Var. À cette époque, le siège d'Aix était occupé par Mgr Jérôme-Marie Champion de Cicé, né à Rennes, en Bretagne, en 1735.

LE PEUPLE DE LA SEYNE RETROUVE SES AUTELS ET SES TRADITIONS CHRÉTIENNES

Le premier ecclésiastique qui, en application du Concordat, fut mis à la tête de la paroisse Notre-Dame de La Seyne, fut Messire Joseph-André Sénès, nommé le 3 juillet 1803. L'abbé Sénès fut confirmé dans ses fonctions curiales par un décret impérial de mars 1810. Il mourut à Toulon le 28 septembre 1813.

Lorsqu'il entra en fonctions, M. Sénès fut obligé de se loger en ville car l'ancien presbytère paroissial, très délabré, était devenu inhabitable depuis l'année 1794. Cependant, un peu plus tard, en 1812, il put enfin prendre sa résidence dans la maison curiale qui avait été réparée et remise en état comme nous l'apprend un procès-verbal de réception des travaux signé de M. Raimondis, maire de La Seyne à l'époque ; la toiture en particulier, fut entièrement refaite.

D'autres travaux de réfection furent encore exécutés à notre église en 1812 ; également vers 1829-1830, sous la Restauration, et sous le second Empire, en 1854, notamment à la façade principale et à d'autres parties de l'édifice.

Le carrelage, en pierres du Theil, de l'intérieur du sanctuaire, qui remplaça le pavé primitif recouvrant le sol et fort dégradé, ainsi qu'une réfection sérieuse des marches d'escalier extérieures des portes d'entrée furent entrepris et achevés en 1860 ; M. Estienne était alors maire de La Seyne. Nous avons d'ailleurs déjà parlé de ces derniers travaux dans les pages consacrées à l'édification, sous Louis XIV, de notre église paroissiale et, par anticipation chronologique, nous avons aussi déjà entretenu le lecteur, dans les mêmes pages, des embellissements et des travaux dont elle sera l'objet à la fin du XIX^e siècle.

MESURES RELATIVES À LA REMISE EN ROUTE DU FONCTIONNEMENT DU CULTE CATHOLIQUE

Une circulaire du sous-préfet de Toulon de floréal an XII prescrivit au service des Finances de l'arrondissement de payer aux ministres du culte le traitement provisoire prévu par l'arrêté préfectoral du 12 vendémiaire an XI ; la même circulaire ordonnait, en outre, que les maisons presbytérales, non aliénées pendant la Révolution, fussent remises à la disposition « de Messieurs les Curés et Desservants » (exécution des ordres du préfet du Var contenus dans sa lettre du 30 thermidor an XII). La lettre en question précisait « qu'à défaut de local disponible, une indemnité convenable devait leur être allouée ».

Déjà, en l'an XI, les autorités avaient ordonné de s'assurer de l'état des édifices religieux existant en vue de prendre les mesures nécessaires à leur remise en état.

En 1803 furent nommés les marguilliers de la Fabrique qui, conformément à la loi avait été constituée dans la paroisse de La Seyne car l'arrêté gouvernemental du 7 thermidor an XII avait rendu aux Fabriques leurs biens non aliénés ainsi que les rentes dont elles jouissaient avant 1790 ; le mode d'administration de leurs revenus était fixé par cet arrêté.

De même revinrent à leurs légitimes propriétaires, aux confréries locales de La Seyne, plusieurs chapelles confisquées par la Révolution : la grande chapelle des Pénitents-Blancs, des Cavaillons, celle du Saint-Esprit, des Pénitents-Gris, celle de la Société de Saint-Roch, du quartier Peyron, etc ; de leur côté, l'église et le couvent des anciens pères capucins de la place Germain-Loro, la chapelle de Notre-Dame-de-Bonne-Garde, de Sicié, furent repris par les autorités religieuses : le diocèse d'Aix et la paroisse de Six-Fours.

D'autres petits oratoires particuliers furent à nouveau consacrés au culte : Notre-Dame-du-Mont-Carmel, de Brégaillon, Saint-Joseph-de-Gavarry ; certains, trop ruinés, avaient disparu.

Voici, mentionnés dans l'ordre chronologique, depuis le Concordat de 1801 et après M. J.-A. Sénès, les ecclésiastiques placés à la tête de la paroisse de Notre-Dame-de-Bon-Voyage de La Seyne et du doyenné ³²¹.

LAFOREST Jean-Joseph : supérieur du séminaire de La Seyne (ancien couvent des Capucins) ; curé le 6 octobre 1813 ; décédé le 31 juillet 1834.

DEBLIEU Jean-François : supérieur des missionnaires diocésains de La Seyne ; curé le 30 octobre 1834 ; décédé le 9 mars 1855.

LIAUTAUD Raymond-Siméon : précédemment curé de Besse (Var) ; curé de La Seyne le 22 avril 1855 ; décédé le 3 septembre 1860.

ROUVIER Philippe-Pascal : précédemment curé du Beausset ; curé de La Seyne le 25 novembre 1860. Devint ensuite curé de Saint-Louis de Toulon en février 1862.

VIAN Eugène-Louis : précédemment curé de Saint-Maximin ; curé de La Seyne le 30 mars 1862.

RAYMONDIS Ambroise : précédemment curé de Barjols ; curé de La Seyne le 1^{er} juillet 1880 ; décédé le 10 février 1887.

JAUFFRET Léon-Henry : précédemment également curé de Barjots ; curé de La Seyne le 29 mai 1887 ; décédé le 18 juillet 1901.

ARDOIN Henry : vicaire général de Mgr MIGNOT, évêque de Fréjus, nommé curé de La Seyne en août 1901 ; archiprêtre de la cathédrale Sainte-Marie de Toulon en mars 1906.

PATTRITI Adolphe : précédemment aumônier des Petites-Sœurs des Pauvres ; curé de La Seyne en avril 1906 ; curé de Saint-Louis de Toulon en novembre 1910.

BONIFAY Augustin : précédemment curé de la paroisse de Saint-Pierre de Toulon curé de La Seyne en novembre 1910 ; décédé en juin 1919.

321. Nous devons vivement remercier ici le Père Daniel Bureau, hier encore vicaire-économe de la paroisse de La Seyne-sur-Mer, dont la grande obligeance nous a permis de compléter utilement la liste historique des curés doyens de Notre-Dame-de-Bon-Voyage.

CLAPIER Louis : précédemment curé du Beausset ; curé de La Seyne en juillet 1919 ; décédé le 29 janvier 1925.

HUGUES Nicolas : précédemment curé de Vidauban ; curé de La Seyne en février 1925 ; décédé le 3 octobre 1935.

CHATEMINOY Fernand-Marie : précédemment curé de Cuers (Var) ; curé de La Seyne le 10 octobre 1935 ; s'est retiré à Toulon pour raisons de santé, au cours de l'été 1956.

BOUREAU Daniel-Lucien : précédemment professeur de théologie morale au séminaire de la Mission de France à Pontigny (Yonne) ; vicaire-économiste à La Seyne de la fin septembre 1956 à septembre 1960.

ABELE Edmond : de la Mission de France, vicaire-économiste à La Seyne depuis le 1^{er} octobre 1960.

L'église paroissiale de La Seyne-sur-Mer a, comme titulaire : Sainte-Marie-de-Bon-Voyage (La Visitation) ; celles de Six-Fours : saint Pierre-ès-Liens ; Sanary (Saint-Nazaire) : saint Nazaire, naturellement, et saint Celse ; du Beausset : saint Eutrope ; d'Ollioules : saint Laurent ; de La Cadière : saint André (d'après le décret du 1^{er} octobre 1808 de Mgr de Cicé, archevêque d'Aix).

Le doyenné de La Seyne comprend cette commune, celles de Sanary et de Saint-Mandrier, et celle de Six-Fours, son ancienne métropole.

RÉQUISITION DE SCIEURS DE LONG ÉTABLISSEMENT DE LISTES DE CONSCRITS (1800)

En brumaire an IX, la municipalité de notre ville reçoit une lettre du sous-préfet de Toulon communiquant une circulaire du préfet du Var, du 29 vendémiaire, prescrivant aux maires et à leurs adjoints de dresser les listes de jeunes gens de leur commune devant figurer au titre de conscrits destinés à l'armée.

Toujours en l'an IX, on procède dans la commune de La Seyne à une réquisition d'ouvriers scieurs de long qui résident dans la localité. Il était prescrit de les mettre en route sur Toulon suivant les ordres du préfet maritime de ce port (lettre du sous-préfet de Toulon de pluviôse an IX). Étant donné l'importance de cette corporation à La Seyne à cause de la construction de nombreux navires en bois, l'effectif des scieurs de long fourni à la marine dut être substantiel.

INSIGNES DES AGENTS DU SERVICE DE SANTÉ (an VIII)

Par arrêté du 22 germinal an VIII, des consuls de la République, il fut ordonné que les conservateurs de la Santé publique à Toulon, La Seyne, Saint-Mandrier et autres lieux, ports et lazarets, aient à porter, sur leur poitrine, une médaille d'argent suspendue à un ruban tricolore, cette médaille comportant les mentions suivantes

sur une face : « République française » ;
sur l'autre face : « Santé publique » ;
en exergue : « AN VIII ».

(Arrêté signé : le Premier Consul, « Bonaparte » ; par le Premier Consul, le Secrétaire d'État, signé « Hugues Maret » ; pour copie conforme, le Ministre de la Marine et des Colonies, signé « Forfait ». Archives du Port, Toulon).

RAPATRIÉS DE L'ARMÉE D'ORIENT (AN VIII)

L'arrêté du 9 floréal an VIII, prescrivit que les bâtiments transportant des troupes françaises rapatriées de l'armée d'Orient (armée d'Égypte) en exécution de la convention d'Alexandrie, débarqueraient leurs passagers aux endroits suivants, de façon à les mettre en quarantaine pour le tiers de l'effectif total à chacun des points indiqués, savoir

- un tiers à la baie d'Hyères (Salins) ;
- un tiers à Toulon (à faire camper sous la tente à l'île de Cépet, commune de La Seyne) ;
- un tiers à Marseille (au Frioul et au château d'If) [Archives du Port, Toulon].

AFFECTATION DE GUETTEURS À SICIE ET À LA CRIDE (1801)

Par décision de l'autorité maritime, furent affectés :

- à la vigie du cap Sicié (sémaphore), les citoyens Antoine Beaussier et Hyacinthe Gensolenq ;
- à la vigie de la Cride, les citoyens Villeneuve et Bernard (Arch. du Port, Toulon).

EXPOSITION DES ARTS NATIONAUX (1801)

Une circulaire du préfet du Var, du 14 prairial an X recommande à notre municipalité de donner tous les encouragements possibles à ses administrés afin qu'ils puissent participer à la prochaine Exposition de l'Industrie, du Commerce et des Arts nationaux qui doit se tenir à Paris.

TRAITÉ DE LUNÉVILLE (9 FEVRIER 1801)

Ce traité mettait fin aux hostilités avec l'Autriche. D'après les ordres qu'il avait reçus du ministre de l'Intérieur, Chaptal, le préfet du Var, donna aux sous-préfets et aux maires du département les instructions nécessaires en vue de fêter dignement le traité de paix qui venait d'être signé à Lunéville, le 9 février, avec l'Autriche.

La fête officielle fut célébrée dans le Var le 20 germinal an IX (10 avril 1801).

À Six-Fours, on fit un grand feu de joie au chant de *la Marseillaise* ; à La Seyne, la solennité eut lieu à neuf heures du matin avec la participation de la 86^e demi-brigade qui tenait garnison dans la localité ; sur la place Bourradet, aux Esplageoles et au Quartier-Neuf on vit s'élever des feux de joie, en outre, on cria, dans les rues : « Vive Bonaparte ! »

Chez notre voisine, Ollioules, on plaça le drapeau national sur la tour de l'Horloge, au bruit des salves et des fusées, et on planta un arbre de la Liberté en souvenir de cet événement. Bien que le Concordat avec le Saint-Siège ne fût pas encore signé, on célébra le *Te Deum* de la reconnaissance dans diverses églises du Var : au Revest, à Belgentier, à La Martre, etc.

LA NOUVELLE ORGANISATION ADMINISTRATIVE EN FRANCE (1801)

Dans le cadre de la Constitution dite de l'an VIII, une nouvelle organisation administrative avait été élaborée pour la nation française. Ses règlements publics avaient été fixés par la loi du 17 février 1800.

Sous le régime consulaire, le Premier consul, Bonaparte, se réserva la nomination des préfets, des sous-préfets, des maires et des adjoints des villes dépassant cinq mille habitants ainsi que celle des membres des conseils généraux et des conseils d'arrondissement. À leur tour, les préfets nommaient, par délégation et dans les petites communes, les maires et les conseillers municipaux contrairement aux usages antérieurs car, même sous l'Ancien Régime, les populations avaient élu leurs représentants.

Pour ce qui concerne le fonctionnement proprement dit des municipalités, l'application de la loi du 17 février 1800 fit l'objet d'un arrêté des consuls en date du 4 thermidor an X ; cet arrêté était signé du Premier consul Bonaparte, du secrétaire d'État Hugues Maret et du ministre de l'Intérieur Chaptal.

Un exemplaire dudit arrêté fut adressé à toutes les communes du Var par la préfecture de Draguignan.

LE REDRESSEMENT DE L'ÉTAT

Ainsi, par le retour à la paix intérieure et extérieure (le traité d'Amiens sera signé avec l'Angleterre en 1802), par la réorganisation de l'appareil gouvernemental et administratif, par des réformes utiles et heureuses, le régime du Consulat, issu de la constitution de l'an VIII, donnait, avec l'ordre revenu, un visage nouveau à la France.

Ce régime mettait fin à la guerre civile, réprimait le brigandage et l'anarchie, provoquait, en un mot, chez tous les citoyens un soulagement universel. Les Français, que les malheurs des temps avaient jeté hors de leurs frontières, rentraient dans leur patrie et beaucoup recouvraient leurs biens à l'amiable ³²².

Si, avec le Concordat, il avait apaisé la conscience des catholiques, fondé la paix religieuse ; si, avec l'amnistie, il avait fait rentrer les émigrés, Bonaparte avait également assuré la sécurité de leurs acquisitions aux possesseurs de biens nationaux, garanti les gens de la Révolution contre de possibles réactions. Sous son gouvernement, on retrouva deux choses perdues en France depuis longtemps : l'autorité et le bien-être, car le commerce et l'industrie refleurissaient, le brigandage était réprimé et le travail était assuré aux citoyens. Certes, l'activité du peuple français ne s'était jamais complètement arrêtée aux plus mauvais jours de la Révolution, mais les guerres, les luttes fratricides, l'insécurité des routes l'avaient parfois fortement entravée.

« Ma politique », disait Bonaparte au Conseil d'État, « est de gouverner les hommes comme le plus grand nombre veut l'être, de rétablir l'ordre et de maintenir la discipline où je maintiendrai la liberté. C'est là, je crois, la vraie manière de

322. Plus de 20.000 hectares de bois furent restitués.

reconnaître la souveraineté du peuple » (Discours du 10 août 1800 ; *Mémoires de Roederer*, III).

Pour le Var, voici ce que disait un rapport de l'an IX sur la 8^e division militaire : « Depuis plus de dix-huit mois, il règne, dans les villes, un calme égal à celui dont on jouissait avant la Révolution ; la société et les bals ont repris dans les cités et les antiques danses provençales suspendues durant dix ans, égaient aujourd'hui les campagnes ».

Le Premier consul réalisait ainsi ce qu'il avait dit aux Français dans sa proclamation du 15 décembre 1799 : « La Révolution est finie ».

FÊTES DE LA PAIX DANS LE VAR (1801-1802)

Une circulaire préfectorale, transmise par le sous-préfet de Toulon, parvient au maire de La Seyne. Datée du 14 brumaire an X républicain, elle informe ce dernier qu'un arrêté des consuls, en date du 12 vendémiaire, ordonne qu'il sera célébré le 18 brumaire prochain, dans toute l'étendue du territoire de la République, une fête solennelle à l'occasion de la signature des préliminaires de paix, intervenue à Amiens le 1^{er} octobre 1801, entre la France et l'Angleterre qui étaient en guerre depuis 1792.

« Cette fête », précise la circulaire en question, « doit être célébrée avec allégresse et dans l'union des cœurs ; tant de bienfaits sont dus au 18 brumaire de l'an VIII qui mit, à la tête du gouvernement, l'immortel Bonaparte ! »

Le traité de paix qui suivit fut définitivement signé à Amiens le 25 mars 1802 et fut salué avec une énorme satisfaction par les deux grands peuples.

CRÉATION D'UNE PRUD'HOMIE DE PÊCHEURS À LA SEYNE (1802)

C'est par un décret en date du 20 prairial an XI que le gouvernement consulaire autorisa la création, à La Seyne, d'une juridiction de prud'hommes pêcheurs qui avait été sollicitée par cette commune en raison de l'importance de cette corporation dans la localité et l'activité qui y régnait en ce qui concerne la pêche maritime.

Nous reviendrons, avec plus de détail, sur cette intéressante institution, au cours de la partie de notre ouvrage consacrée à l'histoire maritime du pays.

JOURNAUX ET PUBLICATIONS SOUS LE CONSULAT

Parmi les différents journaux ou revues que nos compatriotes seynoïses lisaient à cette époque, on peut notamment citer :

- *Le Bulletin des Lois de la République* qui parut dès l'an VIII ; c'était le journal officiel d'État donnant les lois, décrets et arrêtés promulgués, les comptes rendus des chambres, les informations administratives, commerciales et financières, etc. Il était affiché sur le mur de la mairie de la rue de l'Hôtel-de-Ville (aujourd'hui rue Carvin) ;
- *Le Journal de la Société d'Émulation du département du Var*, publié en l'an X ; il contenait surtout des informations économiques et sociales ;
- *Le Journal du Var*, qui parut vers la fin du Consulat (1804, an XIII) ;

- *Le Journal des Campagnes*, intéressant surtout le monde rural et publié depuis l'an IX ; le prix de l'abonnement était de 25 francs par an ;
- *L'Annuaire du département du Var*, paru en l'an XI.

Il y eut, en outre, sous le Consulat, une autre publication émanant du gouvernement ; ce fut *le Moniteur universel* qui était l'ancienne *Gazette* nationale fondée en 1789. Journal officiel de la République également, mais donnant des informations plus générales que le *Bulletin des Lois*, il était aussi affiché à la mairie.

RÉORGANISATION DES CANONNIERS GARDES-CÔTES (1802)

La défense des régions littorales contre une invasion ou des débarquement ennemis avait, depuis longtemps, fait l'objet des préoccupations des pouvoirs publics, sous la Monarchie comme sous la République, et on doit se souvenir que Bonaparte, après le siège de Toulon, avait été chargé, en qualité de général de brigade, de la réorganisation de la défense des côtes de Provence.

Déjà, au XV^e siècle, en 1479, le roi René, comte souverain de Provence, avait fondé un petit corps de gardes-côtes et, sous les règnes des rois de France, ses successeurs, des formations avaient été instituées en vue de surveiller et de défendre le littoral.

Au XVIII^e siècle, trente-six bataillons de milice et d'infanterie furent affectés à la garde de la côte provençale ; ils furent renforcés par des unités de la marine (lettre du marquis de Mirepoix, du 23 mars 1744, au sujet du ravitaillement du régiment de cavalerie de Rochechouart appartenant à lune de ces formations du littoral).

En principe, et jusqu'en 1759, c'était la marine qui avait la charge de la défense des côtes. L'ordonnance du 24 février 1759 réunissait au département de la Guerre tous les détails concernant les milices gardes-côtes, l'établissement et l'entretien des batteries du front de mer ; toutefois, les ordonnances, règlements, brevets et commissions devaient être revêtues de l'attache de l'amiral de France entre les mains de qui le serment devait être prêté.

Cette ordonnance de 1759 était due au maréchal de Belle-Isle, ministre de la Guerre, et à Berryer, ministre de la Marine.

Sous le Consulat, en 1802, l'arrêté du gouvernement de la République française, en date du 8 prairial an XI, organisa à nouveau les canonnières gardes-côtes en ce qui touchait le Languedoc, la Provence et la Corse ; cent compagnies de canonnières furent créées dont dix-neuf dans l'arrondissement de Toulon.

Leur uniforme se composait d'un habit de drap bleu national, à parements bleus, revers et retroussis vert de mer, doublure de serge et cadis blanc, gilet et culotte de tricot vert de mer.

Le chapeau était bordé de laine noire, les boutons de l'habit en métal jaune, timbrés d'une ancre, d'un canon et d'un fusil.

Enfin, l'armement devait comprendre un fusil, avec baïonnette, une giberne du type infanterie.

Cet uniforme devait être porté les jours de service et de revue ; le reste du temps, il devait être déposé à la maison commune de la localité (mairie) avec les armes des hommes, le tout sous la responsabilité du maire en exercice ou de son adjoint.

La circonscription territoriale de ces unités était fixée à vingt-cinq kilomètres à l'intérieur du Var, distance comptée depuis la ligne du rivage.

Voici quelles furent, à cette époque, les localités de notre département qui en firent partie, le chiffre du contingent qu'elles avaient à fournir ainsi que celui de leur population sous le Consulat (arrêté du préfet du Var daté de Draguignan le 13 messidor an XI de la République française).

La Seyne	4.895 habitants	43 hommes
Six-Fours	2.600 »	23 »
Saint-Nazaire (Sanary)	2.310 »	21 »
Toulon	22.000 »	191 »
Saint-Tropez	3.156 »	29 »
Antibes	5.720 »	50 »
Hyères	6.528 »	57 »
La Cadière	4.766 »	42 »
Le Beausset	2.980 »	27 »
Le Castellet	2.140 »	20 »
Bandol	1.240 »	11 »
Evenos	720 »	6 »
Gonfaron	1.295 »	12 »
Pignans	2.230 »	21 »

LE CODE CIVIL (1803)

On était à la fin du Consulat lorsque, transmis par une circulaire du préfet du Var du 14 brumaire an XIII, le maire de La Seyne reçut, ainsi que ses autres collègues varois, un exemplaire in-8° du Code civil destiné à sa commune. Cet exemplaire, provenant du ministère de l'Intérieur, devait, selon les instructions préfectorales, être mis aux archives pour être consulté le cas échéant. En outre, le maire était invité à faire verser, avant le 1^{er} nivôse prochain, dans la caisse du receveur particulier de l'arrondissement, la somme de trois francs représentant le prix de ce code ; « cette dépense », ajoutait la circulaire, « étant à imputer sur les revenus communaux de l'an XIII ou à prélever sur les frais de bureau de la mairie s'il n'existait pas d'excédent sur lesdits revenus ».

L'élaboration du Code civil avait été instruite au Conseil d'État sous la direction de Cambacérès avec le concours de Portalis (qui était du Beausset), de Tronchet, de Bigot de Préameneu, de Malleville, de Thouret, de Treilhard et de Berlier, tous remarquables et savants, jurisconsultes. Lui-même, le Premier consul, avait pris une part active à la discussion.

Promulgué le 21 mars 1803, le Code civil prendra, en 1807, le nom de Code Napoléon qu'il n'a pas conservé. Son achèvement fut salué par un discours de M. de Fontanes au Premier consul, en séance du corps législatif, en mars 1804.